

Godechot, Olivier; Woloszko, Nicolas

Working Paper

Villes globales et inégalités: Mondialisation ou financiarisation?

LIS Working Paper Series, No. 819

Provided in Cooperation with:

Luxembourg Income Study (LIS)

Suggested Citation: Godechot, Olivier; Woloszko, Nicolas (2021) : Villes globales et inégalités: Mondialisation ou financiarisation?, LIS Working Paper Series, No. 819, Luxembourg Income Study (LIS), Luxembourg

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/267019>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

LIS

Working Paper Series

No. 819

Villes Globales et Inégalités : Mondialisation ou Financiarisation ?

Olivier Godechot, Nicolas Woloszko

November 2021



CROSS-NATIONAL
DATA CENTER
in Luxembourg

Luxembourg Income Study (LIS), asbl

Villes globales et inégalités : mondialisation ou financiarisation ?¹

Olivier Godechot
Sciences Po, OSC-CNRS et MaxPo

Nicolas Woloszko
OCDE

Résumé : Les « villes globales » sont des aires urbaines qui coordonnent une économie mondiale dispersée et qui pourraient de ce fait alimenter la hausse des inégalités. Contribuent-elles vraiment à l'accroissement des inégalités ? Et, si c'est le cas, quelles en sont les raisons ? Est-ce parce que ce sont de grandes métropoles, des centres de décision politique, des lieux de coordination mondiale de la production et du commerce des biens et des services non-financiers ou bien parce que ce sont des places financières ? À partir du *Luxembourg Income Study*, nous montrons que les centres financiers globaux contribuent davantage que les autres aires urbaines à l'augmentation des inégalités, tant au niveau national qu'au niveau local, et que cette divergence est avant tout la conséquence de la financiarisation bien plus que celle de la mondialisation.

Mots-clés : inégalité, distribution des salaires, régions

Abstract : “Global cities” are urban areas which coordinate a dispersed global economy. As a consequence, they could fuel rising inequality. But do they really contribute to the increase in inequality? And, if so, what are the reasons? Is it because they are major metropolises, political decision-making centers, places of global coordination of production and trade of non-financial goods and services, or because they are financial centers? Based on the *Luxembourg Income Study*, we show that global financial centers contribute more than other urban areas to the increase in inequality, both at the national and local levels, and that this divergence is primarily the consequence of financialization rather than globalization.

Keywords : inequality, wage distribution, regions

À paraître dans la revue *Cités*, Décembre 2021.

1 Nous remercions Fabien Accominotti, Andrew Baker, Jens Beckert, Pierre-Philippe Combes, Bruno Cousin, Antoine Guironnet, Stephanie Ginalska, Tod van Gunten, Mikell Hyman, Sebastian Kohl, Patrick Le Galès, Adam Leaver, Sandra Moatti, Serge Paugam, Marie Piganiol, Yamina Tadjeddine et Tommaso Vitale pour leurs commentaires perspicaces sur une présentation antérieure de cette recherche.

Pour des raisons d'habitude d'écriture, ce texte est rédigé au masculin générique mais les lecteurs avertis prendront garde que dans tous les groupes considérés, il y a des femmes et des hommes.

Au cours des trois dernières décennies, le fossé entre grandes métropoles urbaines et arrière-pays n'a cessé de se creuser, ce qui a alimenté des protestations politiques, tant à droite qu'à gauche, tels que le mouvement #Occupy en 2011 ou encore celui des Gilets Jaunes à Paris en 2018. De même lors des élections récentes en Europe et aux États-Unis, la divergence de comportement électoral entre grandes métropoles et « arrières-pays » s'est fortement accentuée.

Pour expliquer cette polarisation croissante, de nombreux commentateurs ont invoqué le rôle de la mondialisation, sorte de nouvelle loterie sociale produisant gagnants et perdants. Les grands centres urbains ne sont pas seulement des villes « superstars » mais aussi des villes au cœur de la mondialisation de l'économie. Dans un ouvrage visionnaire, Saskia Sassen forge le concept de « villes globales » (*Global Cities*) pour souligner le rôle mondial de villes comme New York, Londres ou Tokyo³. Elle soutient l'hypothèse selon laquelle la mondialisation et l'informatisation favorisent la croissance, l'opulence et la ségrégation des grands centres urbains.

On aurait pu en effet s'attendre à un déclin de ces derniers sous l'effet de la mondialisation. La baisse des coûts de transport et la nature mondiale des marchés, tant du côté de la production que de la demande, auraient pu conduire à remettre en question la primauté des grands centres urbains traditionnels, où il est particulièrement coûteux de s'installer. Cependant, explique Sassen, une économie globale et dispersée renforce le besoin de coordination et de centralisation. Les villes globales concentrent les informations idiosyncratiques à forte valeur ajoutée transmises en face-à-face et les emplois stratégiques à fort capital humain de pilotage d'une activité dispersée, plutôt que les informations électroniques et les emplois standardisés de production et de distribution qui peuvent être délocalisés. Par conséquent, les centres économiques traditionnels, qui ont déjà joué un rôle clef dans les économies coloniales du XIX^e siècle et les économies nationales de l'après-guerre, apparaissent comme de bons candidats pour accueillir ces nouvelles fonctions de coordination de l'activité mondiale.

Sassen prévoit en conséquence une augmentation des inégalités de revenu à la fois entre ces villes globales et les autres régions d'un même pays et, au sein de ces villes globales, entre les emplois de coordination mondiale de l'activité, à fort capital humain et à forte valeur ajoutée, et les emplois de services personnels à faible rémunération répondant aux besoins des cadres à hauts revenus. En outre, comme le montrent Boltanski et Chiapello, l'effet de la concentration des fonctions de coordination sur les inégalités est renforcé par

2 Cf. Joseph Gyourko, Christopher Mayer, Todd Sinai, « Superstar cities », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 5 n°4, 2013, p. 167-199 ; Patrick Le Galès, Paul Pierson, « 'Superstar Cities' & the Generation of Durable Inequality », *Dædalus*, vol. 148 n°3, 2019, p. 46-72.

3 Cf. Sassen, Saskia, *The global city: New York, London, Tokyo*. Princeton (NJ), Princeton University Press, 2001 [première édition 1991].

le pouvoir d'exploitation lié aux différentiels de mobilité⁴. Les villes globales accueillent une élite mondiale mobile qui peut menacer de manière crédible de déplacer l'activité d'une ville globale à l'autre et obtenir en contrepartie des privilèges de la part des acteurs immobiles (notamment en termes de revenu, de subvention ou de fiscalité).

Ainsi, la thèse de Sassen ajoute à la littérature liant mondialisation et inégalités⁵ une dimension géographique. Les premières formulations de cette thèse en termes d'effet de polarisation des villes globales ont retenu l'attention et entraîné des critiques⁶. Dans la réédition de son ouvrage en 2001, Sassen reconnaît que la croissance des inégalités se produit principalement au sommet de la hiérarchie des revenus : le quartile inférieur est mieux loti dans une ville globale qu'ailleurs. À partir de données très détaillées issues de recensements, un article récent de Van Ham *et al.* constate aussi une forte concentration des professions à hauts revenus entre 1980 et 2011, en particulier à New York et à Londres, mais aussi une déconcentration des professions à faibles revenus⁷. Les villes globales alimentent donc moins un processus de « polarisation » lié à la disparition des classes moyennes⁸ qu'une concentration des hauts revenus dans les villes globales⁹.

Toutefois, ces éléments empiriques ne suffisent pas établir que la corrélation entre croissance des villes globales et des inégalités résulte de la mondialisation. Tout d'abord, ces villes sont souvent des capitales politiques¹⁰, qui concentrent le personnel politique et les activités de lobbying et peuvent contribuer aux inégalités par des canaux différents. Ensuite, ces villes sont de grandes métropoles urbaines et des travaux récents ont montré que les inégalités de revenu augmentaient avec la taille de la ville¹¹. Enfin, les villes globales sont

4 Cf. Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1998.

5 Cf. Christopher Kollmeyer, « Explaining deindustrialization: How affluence, productivity growth, and globalization diminish manufacturing employment », *American Journal of Sociology* vol. 114 n°6, 2009, p. 1644-1674.

6 Cf. Chris Hamnett, « Social polarisation in global cities: theory and evidence », *Urban studies*, vol. 31, n°3, 1994, p. 401-424. ; Robert Kloosterman, « Double Dutch: polarization trends in Amsterdam and Rotterdam after 1980 », *Regional Studies*, vol. 30, n°5, 1996, p. 467-476.

7 Cf. Maarten van Ham, et al. 2020. « Changing occupational structures and residential segregation in New York, London and Tokyo », *Nature Human Behaviour*, <https://doi.org/10.1038/s41562-020-0927-5>.

8 Cf. David Autor, Lawrence Katz, Melissa Kearney, « The polarization of the US labor market », *American economic review*, vol. 96, n°2, 2006, p. 189-194.

9 On pourrait voir là une déclinaison spatiale du processus décrit par Piketty et ses collaborateurs Cf. Thomas Piketty, Emmanuel Saez, « Income inequality in the United States, 1913–1998 », *The Quarterly journal of economics*, vol. 118 n°1, 2003, 1-41 ; Thomas Piketty, *Le capital au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

10 Cf. Jean Gottmann, « Capital cities », *Ekistics*, 1983, p. 88-93 ; David Gordon, *Planning twentieth century capital cities*, Routledge, 2006.

11 Cf. Nathaniel Baum-Snow, Ronni Pavan, « Understanding the city size wage gap », *The Review of economic studies*, vol. 79, n°1, 2012, p. 88-127 et « Inequality and city size. » *Review of Economics and Statistics*, vol. 95 n°5, 2013, p. 1535-1548. ; Enrico Moretti, *The new geography of jobs*,

également des centres financiers qui hébergent des marchés boursiers et l'essentiel des activités de banque d'investissement. De fait, de nombreuses études ont montré que la finance – et, au sein de celle-ci, les activités de marché – était l'un des principaux moteurs de l'explosion contemporaine des inégalités de revenu¹². La centralisation croissante des marchés financiers¹³ peut aussi conduire le centre financier à être le principal lieu de concentration des financiers à hauts salaires¹⁴.

Certes, Sassen tient compte de l'importance de la finance et affirme même dans ses travaux ultérieurs que les villes globales sont avant tout des « centres financiers globaux » qui bénéficient de la concentration des activités financières mondiales¹⁵. Elle insiste également sur le rôle des financiers dans la polarisation croissante des revenus. Toutefois, elle tend à en faire un sous-produit de la mondialisation : dans les villes globales, la finance coordonne, par le biais d'interactions idiosyncratiques à haute valeur ajoutée, une activité financière et économique mondiale. S'il est vrai que la finance y joue effectivement ce rôle de centralisation et de coordination, cela ne signifie pas que la mondialisation soit la clef pour expliquer la polarisation des revenus. L'industrie financière organise une profonde division du travail financier entre différents métiers, fort rémunérateurs, spécialisés dans les transactions sur les marchés financiers : traders qui gèrent un portefeuille de titres pour le compte de la banque, « structureurs » qui fabriquent des produits complexes, vendeurs qui les commercialisent auprès de leurs clients, gestionnaires de portefeuille pour le compte de tiers, banquiers d'affaire en charge de fusion-acquisition, etc.¹⁶ Ainsi, bien que ces métiers puissent gérer des produits financiers complexes, ils se spécialisent souvent dans des activités étroites, telles que l'arbitrage de produits dérivés¹⁷, qui n'ont pas grand-chose à voir avec les fonctions de coordination d'une activité mondiale¹⁸. Par conséquent, ces dernières fonctions expliquent peu la hausse des rémunérations des financiers et leur contribution à

Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

12 Pour une revue de la littérature sur cette relation, Olivier Godechot « Financialization and the Increase in Inequality », in Philip Mader, Daniel Mertens, Natascha van der Zwan, 2020, *The Routledge International Handbook of Financialization*, Routledge, London, p. 413-424.

13 Cf. Saskia Sassen, « The embeddedness of electronic markets: The case of global capital markets », in Karen Knorr Cetina, Alex Preda, *The sociology of financial markets*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.17-37 ; ainsi que « Global finance and its institutional spaces », in Karen Knorr Cetina, Alex Preda, *The Oxford Handbook of the Sociology of Finance*. Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 13-32.

14 Pour la France, cf. Olivier Godechot, « Financiarisation et fractures socio-spatiales », *L'année sociologique*, vol. 63, n°1, 2013, p. 17-50.

15 Cf. Saskia Sassen, « Global financial centers », *Foreign Affairs*, vol. 78, 1999, p. 75-87.

16 Pour plus de détail sur l'organisation du travail, Cf. Olivier Godechot, *Les traders*, Paris, La Découverte, 2001.

17 Cf. Donald MacKenzie, *An engine, not a camera. How financial models shape markets*. Cambridge MA, MIT Press, 2006.

18 Cf. Saskia Sassen, « The global city: Introducing a concept », *Brown Journal of World Affairs*, vol. 11, n°2, 2005, p. 27-43.

l'accroissement des inégalités. Au contraire, d'autres explications, soit en termes de superstar¹⁹, soit en termes de *hold-up*²⁰, lient l'évolution des salaires des financiers au volume des activités financières. D'après la première, les différences de compétences entre financiers même infinitésimales vont être démultipliées par les différences de volume d'activité (par exemple la taille du portefeuille de titres) sur lequel elles sont appliquées²¹. D'après la seconde, les financiers peuvent lors d'une sorte de « la bourse ou la vie ! » menacer de manière crédible l'entreprise financière de dommages substantiels si elle n'accède pas à leurs demandes. En effet, au cours de l'activité, les financiers s'approprient des actifs mal protégés (des savoirs, des clients, des équipes) et peuvent menacer de les déplacer chez un concurrent si leurs demandes de *bonus* ne sont pas satisfaites. Dès lors, la dimension de mondialisation de l'activité financière pourrait être plus limitée que dans la description de Sassen. Elle contribue à l'augmentation du volume financier et donc aux inégalités, mais elle n'est pas une composante essentielle de la contribution des centres financiers aux inégalités.

Dans cet article, nous allons d'abord tester l'hypothèse de Sassen selon laquelle l'impact de la croissance des centres financiers globaux sur les inégalités est spécifique et ne peut être réduit à l'urbanisation et à la taille de la métropole. Pour ce faire, nous utilisons la comparaison de grandes aires urbaines d'un même pays comme méthode pour spécifier leurs caractéristiques économiques et sociales²². À partir des données du *Luxemburg Income Study*, nous mesurons dans vingt-six pays développés la contribution relative du centre financier (défini comme la zone urbaine abritant la principale bourse de valeurs) aux inégalités nationales et locales et nous comparons systématiquement celle-ci relativement à celle d'un « centre contrefactuel », défini comme le plus grand centre urbain qui n'est ni le centre financier ni le centre politique. Dans les sept pays où le centre financier diffère du centre politique, nous analysons de même leur contribution respective aux inégalités. Ainsi nous pouvons tester si les *centres financiers globaux contribuent davantage aux inégalités nationales et locales que les centres contrefactuels ou politiques*. Nous nuancions et précisons ensuite les hypothèses de Sassen en tenant compte des principaux

19 Le concept économique de « superstar » a été introduit par Sherwin Rosen dans « The economics of superstars. » *The American economic review*, vol. 71, n°5, 1981, p. 845-858. Il a été repris ensuite pour expliquer les rémunérations dans la finance. Cf. Steven Kaplan, Joshua Rauh, « Wall Street and Main Street: What contributes to the rise in the highest incomes? » *The Review of Financial Studies*, vol. 23, n°3, 2010, p.1004-1050.

20 Cf. Olivier Godechot, *Wages, Bonuses and Appropriation of Profit in the Financial Industry: the Working Rich*, New York, Routledge, 2017.

21 Si l'on attribue à un *trader* 1 % plus productif que son voisin (par exemple 10,1 % versus 10%) un portefeuille 10 fois plus important (par exemple 100 millions au lieu de 10), cela génère un profit marginal important qu'il peut réclamer comme bonus (ici 100 000 euros dans notre exemple).

22 Cf. Michael Storper et al., *The rise and fall of urban economies: Lessons from San Francisco and Los Angeles*. Stanford University Press, 2015.

résultats de la littérature sur le lien entre finance et inégalités. Pour ce faire, nous construisons des indicateurs de financiarisation et de mondialisation du commerce des biens et des services non-financiers. Nous testons ensuite si les *indicateurs de financiarisation déterminent davantage la contribution relative des centres financiers globaux aux inégalités nationales et locales que les indicateurs de mondialisation.*

1. Données

Cet article s'appuie sur la base de données du *Luxembourg Income Study* (LIS)²³, qui compile et harmonise des enquêtes nationales sur les revenus des ménages de la fin des années 1960 à nos jours dans 50 pays. Nous utilisons les données de 26 pays de l'OCDE (ainsi que Taïwan) pour lesquels les données de revenu sont disponibles au niveau régional (Tableau 1). Nous utilisons au total 327 enquêtes entre 1969 et 2019, totalisant près de 9 millions d'actifs occupés. Toutefois, la taille de chacune des enquêtes reste modeste (entre 1800 et 176 000 observations selon les enquêtes²⁴), ce qui limite la précision des estimations réalisées au niveau de chaque ville, sans compromettre pour autant la mesure des tendances communes.

Nous définissons deux types de zones métropolitaines : les centres financiers, où se trouve la principale bourse du pays, et les centres contrefactuels, qui correspondent au plus grand centre urbain qui n'est ni le centre financier ni la capitale politique. Dans sept pays, nous pouvons définir un centre politique distinct du centre financier²⁵. Les centres contrefactuels sont choisis de telle sorte qu'ils soient suffisamment éloignés du centre financier, afin d'éviter l'imbrication des deux agglomérations. Ainsi, nous avons choisi Osaka plutôt que Yokohama. Dans certains pays (Allemagne), le choix de la ville contrefactuelle dépend de la manière dont l'aire urbaine est définie. Enfin, dans des pays très centralisés comme le Danemark ou la Finlande, les centres contrefactuels (Aarhus, Tampere) sont des villes de taille moyenne avec environ 200 à 400 000 habitants.

Les enquêtes varient par le degré de précision de leurs unités géographiques. La variable région peut tantôt correspondre à des villes (*i.e.* NUTS2), tantôt à de grands ensembles régionaux (*i.e.* NUTS1). Dans ce cas, il suffit de la combiner avec les variables de densité de population ou de taille de la commune pour identifier les habitants des grands centres (ce qui conduit parfois à agréger plusieurs centres urbains). La définition des variables géographiques varie également d'une année sur l'autre. Nous avons donc choisi des indicateurs de contribution aux inégalités en termes de surreprésentation qui sont moins sensibles aux variations de périmètre des unités urbaines.

23 Les données sont accessibles par l'intermédiaire de la plateforme en ligne suivante : <https://www.lisdatacenter.org>

24 Cf. Tableau A1.

25 La variable régionale n'est pas assez détaillée pour faire cette distinction pour le Canada. En effet, Toronto et Ottawa font partie de la même unité régionale du fichier (l'Ontario).

Tableau 1. Centres étudiés par pays et leur approximation modale

Pays	Code	Centre financier	Définition du centre financier (région et taille)	Centre contrefactuel	Définition du centre contrefactuel (région et taille)	Centre politique (≠ financier)	Définition du centre politique (région et taille)
Allemagne	de	Francfort	<i>Hessen + >500 000</i>	Hambourg	<i>Hamburg</i>	Berlin	<i>Berlin</i>
Australie	au	Sidney	<i>New South Wales + metropolitan area</i>	Melbourne	<i>Victoria+ metropolitan area</i>	Canberra	<i>Canberra region (ACT) and Northern Territory</i>
Autriche	at	Vienne	<i>Wien</i>	Graz	<i>Steiermark + >100 000</i>		
Belgique	be	Bruxelles	<i>Brussels Capital Region</i>	Anvers	<i>Flemish Region + densely populated area</i>		
Brésil	br	São Paulo	<i>São Paulo</i>	Rio de Janeiro	<i>Rio de Janeiro</i>	Brasília	<i>Distrito Federal</i>
Canada	ca	Toronto	<i>Ontario + >500 000</i>	Montréal	<i>Quebec + >500 000</i>		
Danemark	dk	Copenhague	<i>Kobenhavn og Frederiksberg Kommun</i>	Aarhus	<i>Aarhus</i>		
Espagne	es	Madrid	<i>Madrid</i>	Barcelone	<i>Cataluna + densely populated area</i>		
États-Unis	us	New York	<i>New York State + >2,5 M.</i>	Los Angeles	<i>California + >2,5 M.</i>	Washington	<i>Virginia, DC, Maryland + >2,5 M.</i>
Finlande	fi	Helsinki	<i>Etelä-Suomi – Uusimaa + high and medium density</i>	Tampere	<i>Hame province + high and medium density</i>		
France	fr	Paris	<i>Région parisienne</i>	Lyon	<i>Rhône-Alpes + >100 000</i>		
Grèce	gr	Athènes	<i>Attiki + densely populated area</i>	Thessalonique	<i>Kentriki Macedonia + densely populated area</i>		
Hongrie	hu	Budapest	<i>Budapest</i>	Debrecen	<i>Hajdú-Bihar + >100 000</i>		
Irlande	ie	Dublin	<i>Dublin</i>	Cork	<i>South-West + high population density</i>		
Israël	il	Tel-Aviv	<i>Tel Aviv</i>	Haïfa	<i>Haifa</i>	Jérusalem	<i>Jerusalem</i>
Italie	it	Milan	<i>Lombardia + >500 000</i>	Naples	<i>Campania + >500 000</i>	Rome	<i>Lazio + >500 000</i>
Japon	jp	Tokyo	<i>Kanto + major city</i>	Osaka	<i>Kinki + major city</i>		
Luxembourg	lu	Luxembourg	<i>Luxembourg</i>	Esch-sur-Alzette	<i>Esch-sur-Alzette</i>		
Mexique	mx	Mexico	<i>Distrito Federal + >100 000</i>	Guadalajara	<i>Jalisco + >100 000</i>		
Pologne	po	Varsovie	<i>Central: Mazowieckie + >500 000</i>	Łódź	<i>Central: Lodzkie + >500 000</i>		
Royaume-Uni	uk	Londres	<i>Greater London</i>	Manchester	<i>North West + metropolitan England</i>		
Russie	ru	Moscou	<i>Metropolitan areas: Moscow and St. Petersburg</i>	Novossibirsk	<i>Western Siberian + >500 000</i>		
Suède	se	Stockholm	<i>Stockholms län</i>	Göteborg	<i>Gothenburg</i>		
Suisse	ch	Zurich	<i>Zurich</i>	Bâle	<i>Nordwestschweiz + densely populated area</i>	Berne	<i>Espace Mittelland + densely populated area</i>
Taïwan	tw	Taipei	<i>Taipei Municipality</i>	Kaohsiung	<i>Kaohsiung Municipality</i>		
Tchéquie	cz	Prague	<i>Prague</i>	Brno	<i>Jihomoravsky + >100 000</i>		

2. Mesures et modèles

Les travaux de Piketty et ses collaborateurs ayant montré que la hausse récente des inégalités se manifeste avant tout en haut de la distribution²⁶, nous choisirons d'analyser la contribution des différents centres urbains à l'augmentation de la part du décile supérieur²⁷. Nous étudions la distribution des revenus du travail des actifs occupés, qui incluent les salaires et les revenus professionnels des indépendants. Afin de neutraliser la différence de taille entre, par exemple, Francfort et Hambourg, ou Paris et Lyon, nous estimons la surreprésentation des habitants d'un centre donné (financier ou contrefactuel) dans le top 10 % de la distribution du revenu d'un pays, mesuré comme le rapport (*odds ratio*²⁸) de la proportion d'habitants du centre métropolitain dans le top 10 % national du revenu sur la proportion d'actifs extérieurs à ce centre dans ce même top 10 %²⁹.

Comme cet indicateur pourrait ne refléter qu'un simple effet d'urbanisation, nous mesurons également la surreprésentation des habitants des centres financiers au sein d'un ensemble de grandes métropoles en calculant l'*odds ratio* des habitants des centres financiers dans le top 10 % national sur ceux des centres contrefactuels dans le même groupe de revenu³⁰. C'est notre principal indicateur de la contribution relative des centres financiers aux inégalités nationales.

En complément, nous mesurons également la contribution relative des centres métropolitains aux inégalités locales. Pour ce faire, nous calculons d'abord dans chaque centre métropolitain la part des revenus des habitants de ce centre touchée par les 10% les plus riches³¹. Nous calculons ensuite l'*odds ratio* de cette part du top 10 % dans le centre financier sur celle dans le centre contrefactuel³². Ce différentiel d'inégalités locales est notre deuxième mesure clef.

Nos deux indicateurs saisissent donc les dimensions nationale et locale des inégalités. Bien qu'ils puissent sembler similaires, ils peuvent évoluer différemment. Par exemple, au sein d'un centre financier, la part des actifs appartenant au top 10 % national peut augmenter en raison d'un boom local

26 Cf. Thomas Piketty, *Le capital au XIX^e siècle*, op. cit. ; Facundo Alvaredo et al., *World inequality report 2018*. Belknap Press, 2018.

27 La faible taille des enquêtes LIS ne nous permet guère d'explorer les très hauts percentiles (le top 1 ou 0.1 %).

28 L'*odds ratio* introduit une correction des ratios simples de proportion, afin de rendre les variations de pourcentage (5 à 10 %) et de leurs complémentaires (95 à 90 %) cohérentes entre elles.

29 Soit, $OR_{top10\%_{nat,ctr}} = [P_{top10\%_{nat,ctr}} / (1 - P_{top10\%_{nat,ctr}})] / [P_{top10\%_{nat,ailleurs}} / (1 - P_{top10\%_{nat,ailleurs}})]$.

30 Soit, $OR_{rel_top10\%_{nat,ctr_fin}} = [P_{top10\%_{nat,ctr_fin}} / (1 - P_{top10\%_{nat,ctr_fin}})] / [P_{top10\%_{nat,ctr_co}} / (1 - P_{top10\%_{nat,ctr_co}})]$

31 Soit, $P90100_{ctr} = \sum_i (w_i, ctr > D9_{ctr}) / \sum_i w_i, ctr$ (où w_i représente le revenu du travail de l'individu i dans le centre ctr).

32 Soit, $OR_{rel_top10\%_{loc}} = [P90100_{ctr_fin} / (1 - P90100_{ctr_fin})] / [P90100_{ctr_co} / (1 - P90100_{ctr_co})]$

et, dans le même temps, les inégalités locales peuvent diminuer si, dans ce centre, le boom est plus prononcé dans la partie inférieure que dans la partie supérieure de la hiérarchie des revenus.

Afin de mesurer de manière synthétique les évolutions de ces deux indicateurs, nous procédons de deux façons. D'une part, nous calculons une moyenne ajustée des variations du nombre de pays représentés dans les données³³. D'autre part, nous estimons une tendance linéaire nette de la variation des pays représentés³⁴.

Enfin, pour mesurer si l'évolution de ces deux indicateurs doit davantage à la financiarisation ou à la mondialisation des entreprises non financières, nous les utilisons comme variables dépendantes dans des régressions de panel. Des effets fixes pays et périodes (*i.e.* les vagues LIS) permettent de corriger les estimations des différences structurelles entre les pays et de la conjoncture commune à l'ensemble. On estime alors l'effet moyen des évolutions internes à chaque pays d'un indicateur sur les évolutions des inégalités³⁵.

La part locale du secteur finance et assurance dans la masse des revenus permet d'approcher la financiarisation respective des différents centres urbains³⁶. Il est plus difficile de trouver de bons indicateurs de la mondialisation du commerce des biens et des services non-financiers. Les fonctions impliquées par ces activités n'existent ni dans la nomenclature des secteurs ni dans celle des professions. Les statistiques de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement sur le stock d'investissement national direct à l'étranger fournissent un bon indicateur de la participation d'un pays à l'organisation mondiale de la production de biens et services³⁷. L'indicateur existe toutefois seulement au niveau national et ne peut être décliné par centres urbains au sein d'un pays.

33 Nous utilisons la même méthode que dans Olivier Godechot, « Financialization is Marketization ! A Study on the Respective Impact of Various Dimensions of Financialization on the Increase in Global Inequality », *Sociological Science*, vol. 3, 2016, p. 495-519.

34 Nous estimons pour cela un modèle linéaire avec comme variable dépendante le logarithme de notre indicateur de surreprésentation et comme variable indépendante une variable linéaire de temps et un effet fixe pays : $\log(\text{surreprésentation}) = b.\text{temps} + \text{pays}_j + u$. Le paramètre b est la tendance annuelle linéaire, corrigée des effets de structure liés à la présence variable des pays dans la base de données.

35 Soit l'équation, $\log(\text{surreprésentation}) = b.\text{financ.} + c.\text{global.} + d_k.\text{control}_k + \text{pays}_j + \text{vague}_v + u$

36 Nous adaptons ici ainsi un indicateur précédemment utilisé. Cf. Olivier Godechot, 2016, « Financialization is Marketization ! ... », *op. cit.*

37 Cf. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx>

3. Contribution des centres financiers aux inégalités nationales

L'augmentation des inégalités de revenu au cours des dernières décennies est un phénomène général qui a suscité beaucoup d'attention³⁸. Dans quelle mesure les centres financiers ont-ils contribué à cette croissance remarquable ?

La figure 1A présente la surreprésentation des centres financiers dans le top 10 % des revenus nationaux relativement à celle du reste du pays. Comme indiqué précédemment, les courbes nationales sont assez volatiles en raison de la faible taille des échantillons. Néanmoins, la moyenne ajustée est stable d'une année à l'autre et montre une progression nette sur l'ensemble de la période. En 1995, les centres financiers sont 1,9 fois plus présents que les autres régions dans le top 10 % (Cf. Tableau 2, ligne 1). En 2013, le taux de surreprésentation s'élève à 2,4. Une modélisation linéaire indique que notre indicateur augmente à un rythme significatif de + 0,9 % par an.

La figure 1B représente de manière similaire l'évolution de la présence du centre contrefactuel dans le top 10 % des revenus nationaux. Contrairement au centre financier, le centre contrefactuel n'est pas particulièrement surreprésenté au sein des élites salariales. L'indicateur est de 1,09 en 1993, et il n'évolue quasiment pas, atteignant 1,14 en 2013. La tendance linéaire est même légèrement négative (mais non significative) : -0,1 % par an.

38 Cf. Facundo Alvaredo et al., *World inequality report 2018*, *op. cit.*

Figure 1. Surreprésentation des centres métropolitains dans le top 10 %

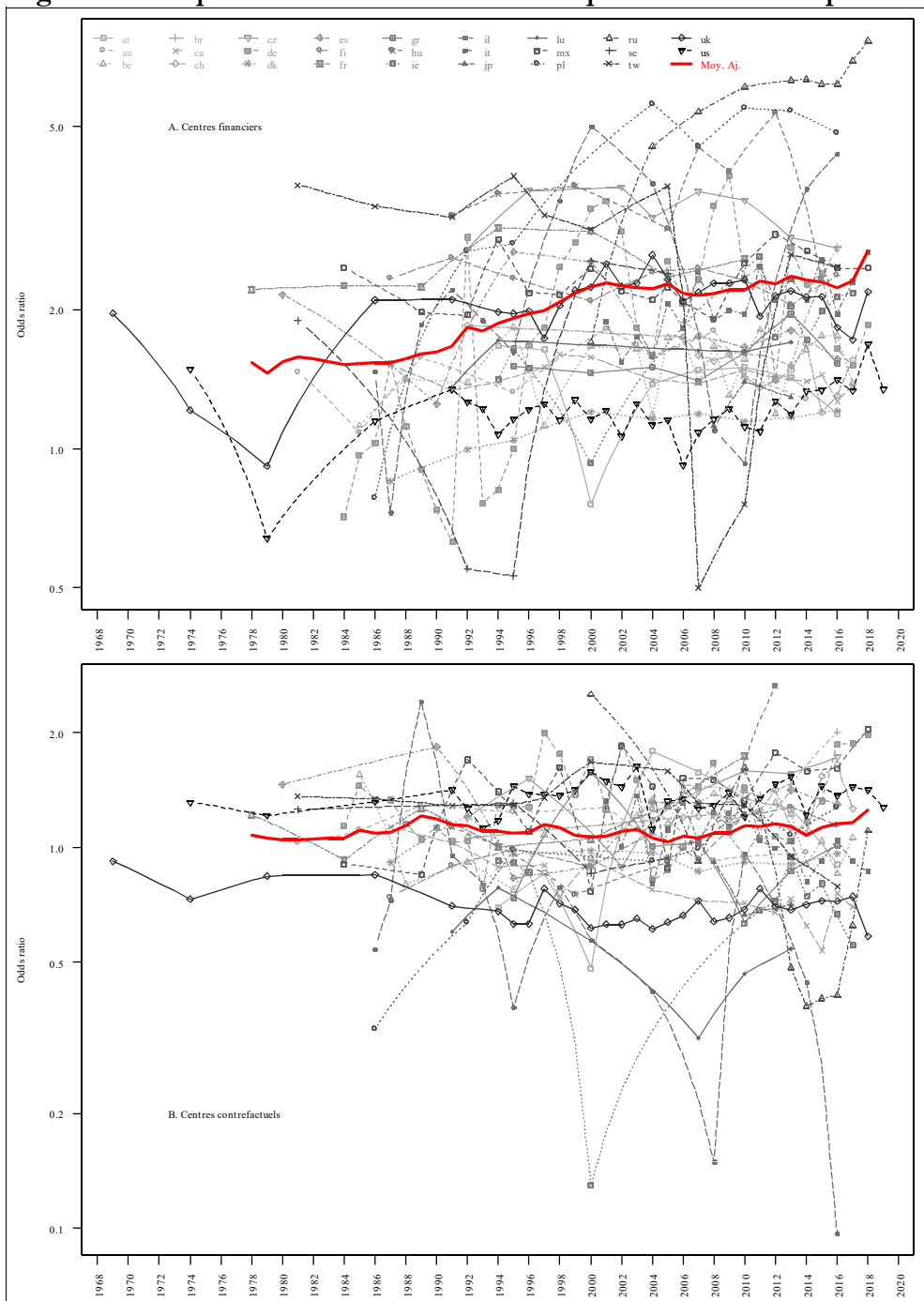


Tableau 2. Contribution relative des centres aux inégalités nationales

Indicateur	Centres	Nombre pays / enquêtes	Niveau 1995	Niveau 2013	Tendance linéaire (par an)
Surreprésentation dans le top 10 % national	Financier	26 / 327	1,91	2,37	+0,94%***
	Contrefactuel	26 / 323	1,09	1,14	-0,1%
Surreprésentation relative dans le top 10 % national		26 / 323	1,64	2,16	+1%***
Ratio des D9 locaux	Financier vs Contrefactuel	26 / 325	1,15	1,28	+0,44%***
Ratio des médianes locales		26 / 325	1,15	1,19	+0,07%
Ratio des D1 locaux		26 / 325	1,3	1,29	-0,15%
Surreprésentation relative dans le top 10 % national		7 / 126	0,9	1,73	+1,54%***
Ratio des D9 locaux	Financier vs Politique	7 / 126	0,95	1,17	+0,52%***
Ratio des médianes locales		7 / 126	0,99	1,04	-0,03%
Ratio des D1 locaux		7 / 126	1,2	1,08	-0,25%

Lecture : La surreprésentation du centre financier a été établi à partir de 327 enquêtes dans 26 pays. En moyenne (ajustée), le centre financier était 1,9 fois surreprésenté dans le top 10 % national en 1995 et 2,4 fois en 2013. Cette surreprésentation s'accroît à un taux linéaire significatif de +0,9 % par an.

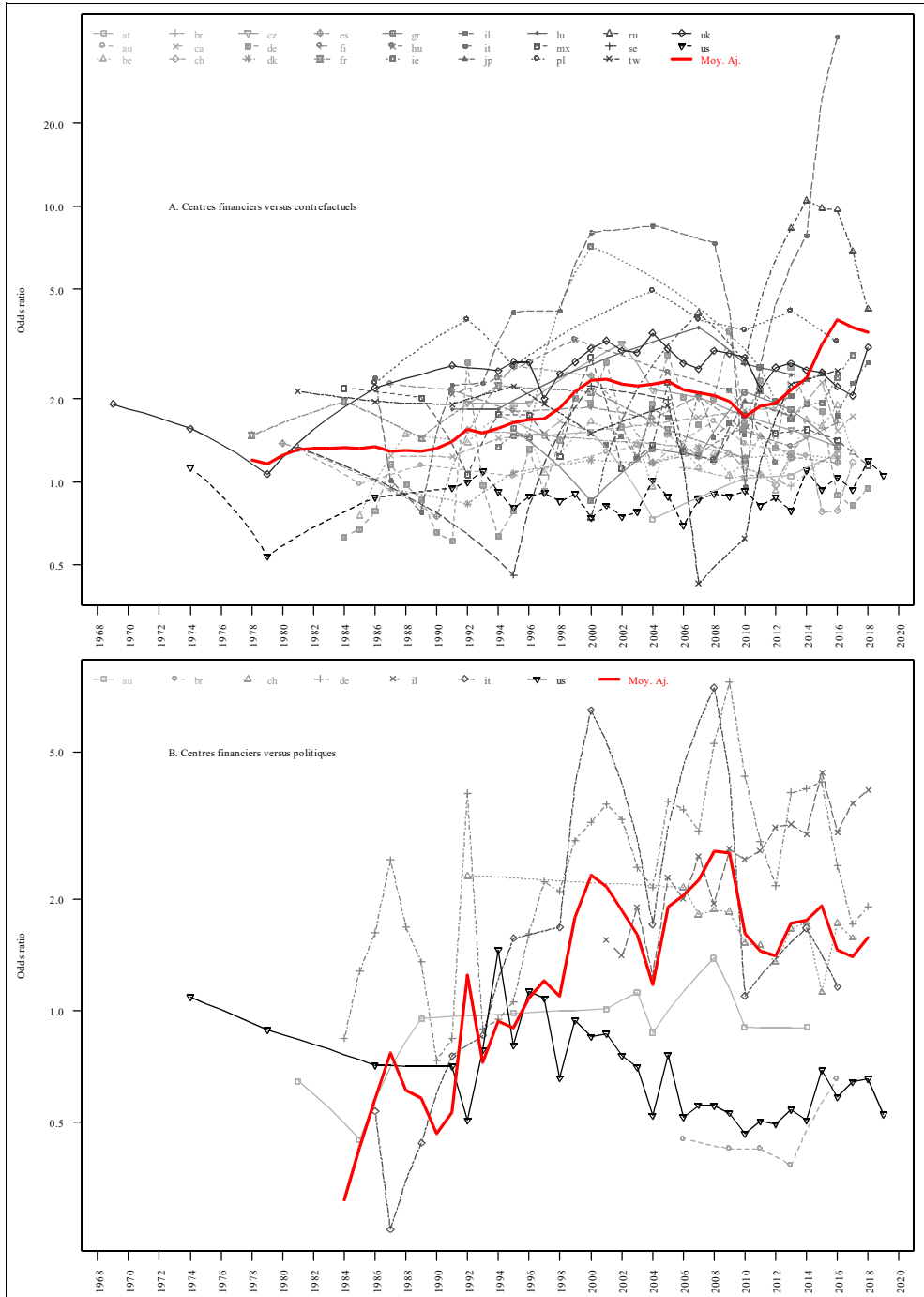
Significativité : ***p < 0,01 ; **p < 0,05 ; *p < 0,1

La figure 2A montre la surreprésentation relative des habitants des centres financiers dans le top 10 % des revenus nationaux relativement à celle des centres contrefactuels. En comparant deux centres urbains, cette analyse permet de vérifier si la contribution des centres financiers aux inégalités nationales est uniquement due à l'urbanisation ou si elle doit à certaines caractéristiques spécifiques de ces derniers. La hausse très prononcée montre que l'on peut exclure le seul facteur d'urbanisation. Les centres financiers ont bien quelque chose de spécifique qui les conduit à être de plus en plus surreprésentés au sein des hauts revenus. La figure 2B répète le même exercice mais en comparant centres financiers et centres politiques dans les pays où les deux centres diffèrent. L'échantillon est alors plus restreint : 7 pays au lieu de 26. Même s'il faut rester prudent en raison du faible nombre de pays et de la volatilité des séries nationales, tant la moyenne ajustée que la tendance linéaire

semblent indiquer un accroissement de la surreprésentation relative des centres financiers sur les centres politiques au sein des hauts revenus nationaux (cf. Tableau 2, ligne 4).

En complément, le tableau 2 montre que la divergence de contribution aux inégalités entre centres financiers et les deux autres types de centres se manifeste surtout en haut de la distribution des revenus. On ne constate pas de tendance significative à une paupérisation plus rapide des 10 % les moins bien payés des centres financiers par rapport à ceux des deux autres types de centre (i.e. Rapport des D1 locaux).

Figure 2. Évolution de la surreprésentation relative des centres financiers par rapport autres centres métropolitains dans le top 10 %



4. Contribution des centres financiers aux inégalités locales

Les contributions respectives des centres financiers, contrefactuels et politiques aux inégalités locales sont mesurées par l'évolution de la part du top 10 % local dans les revenus des différents centres, ainsi que leurs *odds ratios* respectifs. Les principaux résultats sont résumés dans le tableau 3³⁹.

Les inégalités locales s'accroissent significativement à la fois dans les centres financiers et dans les centres contrefactuels, avec un taux de croissance annuel un peu plus soutenu dans premiers que dans les seconds (+0,9 % par an contre +0,7 %) ⁴⁰. La différence de rythme de croissance est trois fois plus faible que pour la contribution aux inégalités nationales, mais elle demeure significative : +0,3 % de croissance supplémentaire pour le centre financier par rapport au centre contrefactuel, +0,4 % par rapport au centre politique. Là encore, le différentiel d'accroissement des inégalités locales dans les centres financiers, se fait surtout dans le haut de la distribution.

Tableau 3. Contribution relative des centres aux inégalités locales

Indicateur	Centres	Nombre pays / obs	Niveau 1995	Niveau 2013	Tendance linéaire (par an)
Part du top 10% local	Financier	26 / 327	27 %	31 %	+0,88%***
	Contrefactuel	26 / 324	0,26	0,29	+0,67%***
<i>Odds ratio</i> des parts des tops 10 % locaux		26 / 324	1,05	1,13	+0,32%***
Ratio des D9/D5 locaux	Financier vs Contrefactuel	26 / 325	1	1,09	+0,37%***
Ratio des D5/D1 locaux		26 / 325	0,92	0,95	+0,22%*
<i>Odds ratio</i> des parts des tops 10 % locaux		7 / 126	1,1	1,05	+0,35%***
Ratio des D9/D5 locaux	Financier vs Politique	7 / 126	0,96	1,11	+0,55%***
Ratio des D5/D1 locaux		7 / 126	0,85	0,98	+0,22%

Lecture : cf. tableau 2.

39 Par économie d'espace, on n'a pas rajouté les graphes correspondants dans le texte. Mais ceux-ci seront fournis en cas de demande.

40 Pour modéliser les évolutions de la part du top 10 % local, nous prenons comme variable dépendante le « logodds » de la proportion p des revenus locaux perçu par le top 10 % local, soit $\log(p/(1-p))$.

Ainsi, cette première analyse confirme sur un large échantillon de pays les prédictions de Sassen. Les centres financiers globaux contribuent bien à l'accroissement des inégalités nationales et, dans une moindre mesure, locales. Cette contribution est spécifique, elle ne doit pas au seul phénomène urbain (comme le montre l'écart croissant avec les centres contrefactuels dans le haut de la distribution) et elle ne semble pas devoir à la concentration fréquente en leur sein des fonctions politiques. Elle se situe principalement dans le haut de la distribution. Il n'y a pas de signe manifeste d'une paupérisation plus forte (en niveau comme en évolution) en bas de la distribution des revenus.

5. Financiarisation ou mondialisation ?

Les centres financiers globaux contribuent donc d'une manière spécifique aux inégalités nationales et locales. Est-ce parce qu'ils sont globaux, ou bien parce qu'ils sont financiers ? Pour effectuer cette décomposition, nous proposons d'expliquer nos deux indicateurs de contribution aux inégalités nationales et locales avec des variables de financiarisation d'une part – la part du secteur finance-assurance dans la masse salariale des différents centres – et de mondialisation d'autre part – l'investissement direct que chaque pays détient à l'étranger. Ces régressions avec effets fixes pays et période tiennent compte des différences structurelles entre pays et entre périodes et recentrent ainsi l'analyse sur la moyenne des évolutions internes à chaque pays.

Premier résultat, notre indicateur de financiarisation explique très fortement la contribution aux inégalités nationales : une augmentation d'un écart-type de la part de la finance dans la masse salariale du centre financier augmente significativement de 0,3 écart-type la surreprésentation relative des centres financiers par rapport aux centres contrefactuels dans le top 10 % national. En revanche, les investissements à l'étranger jouent négativement et significativement sur ce même indicateur. Contrairement à l'hypothèse de Sassen, si la mondialisation a un effet, il va plutôt dans le sens de la redistribution de la masse salariale sur le territoire.

En revanche, il est plus difficile d'expliquer le différentiel d'inégalités locales, indicateur dont on a vu qu'il divergeait trois fois moins que le précédent. Les effets des indicateurs de financiarisation et ceux de mondialisation vont dans le même sens que dans la précédente régression mais avec une intensité bien plus faible (division par 3) et ne franchissent pas le seuil de significativité.

Tableau 4. Effet de la financiarisation et de l'investissement à l'étranger sur la contribution relative des centres financiers aux inégalités nationales et locales

	Contribution relative aux inégalités nationales ¹	Différentiel d'inégalités locales ¹
Part de la finance dans la masse salariale dans le centre financier ¹	0,30 ^{***}	0,10
Part de la finance dans la masse salariale dans le centre contrefactuel ¹	-0,11	-0,01
Investissement direct à l'étranger sur PIB (stock) ³	-0,17 [*]	-0,05
PIB par habitant ²	0,32 ^{**}	0,20
Population ²	-0,02	-0,08
Rapport de taille des deux centres ¹	0,20 [*]	-0,02
Nb. enquêtes	262	262
Nb. pays	25	25
Nb. vagues	11	11
R ²	0,22	0,08

Lecture : Régressions par la technique des MCO avec effets fixes pays et vagues et écarts-types robustes. Pour faciliter la comparaison des effets, toutes les variables (dépendantes comme explicatives) sont centrées sur leurs moyennes respectives par pays et ensuite standardisées. Une augmentation d'un écart-type de la part de la finance dans la masse salariale dans le centre financier augmente de 0.3 écart-type la surreprésentation relative des centres financiers par rapport aux centres contrefactuels dans le top 10 % national.

Significativité : ***p < 0,01 ; **p < 0,05 ; *p < 0,1.

Sources : 1. LIS, 2. GFDD, Banque mondiale, 3. UnctadStat, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

*

Cet article démontre que les centres financiers contribuent davantage et de manière croissante aux inégalités nationales, et dans une moindre mesure locales, que les centres contrefactuels d'une part et politiques d'autre part. La financiarisation semble être l'élément clef expliquant cette divergence. La mondialisation n'y contribue pas ou, même, pourrait redistribuer la masse salariale entre centres urbains.

Sassen avait donc raison d'affirmer dès 1991 que les centres financiers globaux contribuaient fortement à l'augmentation des inégalités. Elle a cependant surestimé le rôle de la mondialisation et négligé celui de la financiarisation⁴¹.

Reformuler la thèse de Sassen en termes de centres financiers plutôt que de villes globales présente plusieurs avantages. Tout d'abord, cela permet de dénaturiser la contribution des centres financiers globaux aux inégalités. La thèse de Sassen n'est en effet pas très éloignée de l'approche classique des inégalités fondée sur le capital humain et le progrès technologique biaisé⁴². Si nous considérons que les villes globales contribuent aux inégalités de revenu parce qu'elles accordent des revenus élevés aux experts qui possèdent les compétences uniques pour accomplir les tâches complexes de coordination d'une activité dispersée dans le monde entier, nous invoquons *de facto* un mécanisme de capital humain (gestion de la complexité croissante), comme d'autres l'ont fait pour les PDG⁴³. En revanche, insister sur l'origine financière du phénomène oriente l'analyse vers le rôle des rentes salariales versées dans le secteur financier⁴⁴. La croissance de marchés financiers importants et liquides a en effet contribué au développement d'un secteur où les salariés peuvent s'appropriier l'activité (clients, savoir-faire, équipes) et menacer de la déplacer ailleurs. Grâce à de tels mécanismes de *hold-up*, les financiers capturent une fraction des profits et bénéficient de l'accroissement des volumes échangés⁴⁵. La combinaison de ces phénomènes de *hold-up*, de l'augmentation de l'activité financière et de sa concentration croissante dans des centres financières aggrave alors le fossé entre centres financiers et *binterlands* et alimente alors la colère et le ressentiment de ces derniers.

41 Cf. Greta Krippner, « The financialization of the American economy », *Socio-economic review*, vol. 3, n°2, 2005, p. 173-208.

42 Cf. Daron Acemoglu, « Technical change, inequality, the labor market », *Journal of economic literature*, vol. 40, n°1, 2002, p. 7-72.

43 Cf. Kevin Murphy, Jan Zabojnik, « CEO pay and appointments: A market-based explanation for recent trends », *American economic review*, vol. 94, n°2, 2004, p. 192-196.

44 Cf. Paul Oyer, « The making of an investment banker: Stock market shocks, career choice, lifetime income », *The Journal of Finance*, vol. 63, n°6, 2008, p. 2601-2628. Thomas Philippon, Ariell Reshef, « Wages and human capital in the US finance industry: 1909–2006 », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 127, n°4, 2012, 1551-1609 ; Oliver Denk, Boris Cournède, *Finance and income inequality in OECD countries*, Document de travail de l'OCDE, n°1224, 2015.

45 Cf. Olivier Godechot, *Wages, Bonuses and Appropriation of Profit in the Financial Industry*, op. cit.

Tableau A1. Description des enquêtes utilisées

Pays	Début	Fin	Nombre enquêtes	Nombre d'actifs occupés par enquête		
				Min	Max	Moyenne
Allemagne	1984	2018	35	6397	22 750	13 238
Australie	1981	2014	10	7435	18 049	12 137
Autriche	1994	2016	8	2801	7153	5278
Belgique	1985	2017	21	2643	6412	5209
Brésil	2006	2016	5	148 940	175 901	162 023
Canada	1987	2017	15	14 141	49 955	35 201
Danemark	1987	2016	9	13 543	102 151	80 753
Espagne	1980	2016	9	5167	18 357	12 793
États-Unis	1974	2019	32	14 802	110 774	86 194
Finlande	1987	2016	9	12 349	18 083	15 557
France	1978	2010	7	8147	15 386	11 232
Grèce	1995	2016	7	3128	17 214	6777
Hongrie	1991	2015	8	1750	2731	2040
Irlande	1994	2017	11	2890	5185	4231
Israël	2001	2018	18	6881	12 904	9669
Italie	1986	2016	13	5419	8393	7034
Japon	2008	2013	3	2634	4284	3449
Luxembourg	1991	2013	5	1838	6332	3894
Mexique	1984	2018	17	4714	123 451	35 139
Pologne	1986	2016	8	4622	37 529	26 544
Royaume-Uni	1969	2018	30	6234	29 437	21 361
Russie	2000	2018	10	3187	160 325	45 877
Suède	1981	2005	5	10 348	20 171	16 179
Suisse	1992	2017	13	5694	11 077	9523
Taïwan	1981	2016	11	17 967	22 123	20 288
Tchéquie	1992	2016	8	4589	30 929	12 656